



2364
(2017)

Fiche d'information
MINUSMA

Réforme du Secteur de la Sécurité

MANDAT

- La Section RSS-DDR, en coordination avec les autres composantes de la MINUSMA et les partenaires nationaux et internationaux, soutiennent les efforts du Mali dans la réforme de ses institutions sécuritaires à travers des actions stratégiques, techniques et financières selon trois axes prioritaires :
- La réforme de la défense et de la sécurité intérieure ;
- Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité ;
- La sécurisation des frontières et la lutte contre la prolifération des armes légères.

EXEMPLES ET RESULTATS

Réforme de la Défense et de la Sécurité Intérieure

Appui à la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la Réconciliation au Mali à travers :

- Un soutien technique et financier au fonctionnement des camps du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC) de Gao, de Kidal et de Tombouctou ;
- Appui au Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité dans le renforcement de ses capacités à travers la rénovation et l'équipement de ses locaux, l'organisation d'une formation sur les concepts-clés et les outils de base pour l'élaboration de la stratégie nationale RSS, ou encore l'organisation de sa cérémonie de lancement officiel ;
- Contribution aux efforts nationaux de redevabilité des Forces Armées et services de sécurité à l'autorité civile et à la population, en améliorant les conditions de travail des inspections et services de contrôle interne, par la réhabilitation et l'équipement des bureaux ;
- Mise à disposition d'une expertise pour l'élaboration de la loi de programmation de la sécurité intérieure ;
- Appui technique et financier à l'élaboration de la stratégie nationale intégrée de lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent et son plan d'action ;
- Financement de la production de documents administratifs, de gestion et d'instruction dans les structures de la défense.

Contrôle démocratique du secteur de la sécurité

Contribution au renforcement des capacités des membres de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre du processus national de RSS-DDR, avec un accent particulier sur le rôle de la jeunesse dans le contrôle/la veille démocratique du secteur de la sécurité. Exemple :

- Appui à la création de la Plateforme pour l'engagement des jeunes dans la RSS et le DDR (PEJ/RSS-DDR) en partenariat avec les ONG Think Peace, RENADJEF et CONASCIPAL ;
- Appui au renforcement des capacités de 175 membres de la PEJ/RSS-DDR et 35 Assistants parlementaires, à travers une série de formations sur la RSS-DDR en collaboration avec l'Ecole de Maintien de la Paix (EMP) Alioune Blondin Bèye ;
- Campagne d'Information des jeunes sur le processus national de RSS-DDR à Bamako, Mopti, Tombouctou et Gao en partenariat avec le Conseil National de la Jeunesse du Mali ;
- Formation de 75 membres de la Commission Nationale de DDR, la Commission d'intégration et le Conseil National pour la RSS dans la prise en compte de la perspective «Genre» dans l'élaboration de leurs stratégies respectives, en collaboration avec l'EMP et ONUFEMMES ;
- Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile dans l'élaboration de la Stratégie RSS, en collaboration avec le Commissariat à la RSS et ARGAMali.

Sécurisation des frontières et lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres

- Appui technique, logistique et financier au Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation, dans le cadre de la relecture de la Politique Nationale des Frontières, avec la tenue de consultations régionales à Tombouctou et Gao, ainsi qu'un atelier de validation nationale à Bamako, impliquant des acteurs étatiques et non-étatiques de tout le pays. La nouvelle Politique Nationale des Frontières servira de base pour l'élaboration d'une stratégie de sécurisation des zones frontalières du Mali ;
- Appui à la création d'une unité mixte FAMA/Gardes Forestiers de lutte contre le braconnage dans la zone du Gourma, le long de la frontière avec le Burkina Faso, pour protéger les troupeaux d'éléphants menacés mais aussi, lutter contre les actes de banditisme et de terrorisme.